

Les syndicats vent debout contre la fermeture des urgences la nuit

Les syndicats ont été appelés, hier matin, à manifester devant l'hôpital de Sisteron contre la fermeture des urgences la nuit. L'annonce avait été faite la semaine dernière par la direction du Centre hospitalier intercommunal de Gap (Chicas). Cette fermeture des urgences la nuit est effective depuis hier soir malgré la mobilisation des syndicats le matin et une manifestation citoyenne hier en fin de journée.

Envoyer des médecins urgentistes gapençais

D'après les syndicats, si 180 services d'urgences en France sont actuellement en grève, des solutions pourraient être mises en place d'un point de vue local, régional et national.

À Sisteron notamment, pour que le service des urgences reste ouvert 24 h/24 h, les syndicats appellent la direction du Chicas à envoyer des médecins urgentistes de Gap pour prêter main-forte à ceux de Sisteron. *"Puisqu'ils nous disent que 80% des personnes qui viennent aux urgences frappent à leur porte pour des pathologies banales, il faut que les médecins urgentistes ne s'occupent que des cas les plus graves. Les autres peuvent être pris en charge par n'importe quel autre médecin."*



Les syndicats ont manifesté hier matin devant les urgences et remis le couvert le soir.

/ PHOTO J.O.L.

Au niveau régional, si selon les syndicats, les études médicales dépendent de la compétence de la Région, ils voudraient que cette dernière, ainsi que l'Agence régionale de la santé (ARS), "pré-affectent les médecins dès leur 6^e année de médecine." Cette stratégie pourrait être accompagnée "d'une politique d'incitation financière pour le médecin pré-désigné."

Pour eux, les élus des diffé-

rentes communes doivent monter au créneau pour demander à l'ARS et à la Région de répartir des médecins sur le territoire le plus justement possible.

Enfin, au niveau national, un décret de la loi Santé prévoirait de modifier les autorisations des services d'urgences pour leur permettre de ne pas être ouverts 24 h/24. *"Si le décret passe, la situation de Sisteron pourrait se banaliser. Plutôt que*

d'envoyer un communiqué de presse de quatre lignes, si Emmanuelle Fontaine-Domeizel cherche à faire quelque chose d'intéressant, qu'elle se mobilise pour que ce décret ne sorte pas car il mettrait en danger entre 100 et 150 services d'urgences en France" précise Cédric Violait, le coordinateur régional CGT santé et action sociale Paca.

L'appel est lancé.

Johanna OLIBÉ